



## DECLARATION EGEA 2015

UNE ALIMENTATION SAINE, UN ENVIRONNEMENT SAIN,  
AU CŒUR D'UNE ECONOMIE EQUILIBREE :  
LE ROLE DES FRUITS ET LEGUMES

---

7<sup>e</sup> Conférence EGEA

3 - 5 Juin 2015

Fiera Milano - Milan - Italie

---

Président

**E. Riboli - UK**

---

Conseil Scientifique

**MJ. Amiot - FR; M. Caraher - UK; M. Caroli - IT; N. Darmon - FR; ML. Frelut - FR;  
F. Gomes - BR; J. Halford - UK; P. James - UK; T. Norat - UK; R. Nugent - USA;  
S. Panico - IT; E. Riboli - UK; G. Riccardi - IT**

---

Coordinatrice Scientifique

**S. Barnat - FR**

Dans le monde entier, les professionnels de l'alimentation et de l'agriculture doivent innover pour créer des environnements alimentaires plus sains et élaborer de nouvelles politiques afin de promouvoir la production et de la consommation accrues de fruits et légumes (F&L). Les objectifs sont d'améliorer la santé publique, d'accroître les bénéfices des producteurs de F&L et de pérenniser les systèmes de production. Une manière d'y arriver serait d'intégrer la biodiversité et la teneur énergétique des cultures.

Dans la plupart des pays, les principaux problèmes de santé sont actuellement représentés par les maladies non transmissibles (MNTs) : maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques, cancer et diabète.

Les taux croissants du surpoids et de l'obésité - surtout chez les enfants - amplifient ces immenses fardeaux pour la société.

La coexistence de la malnutrition, des carences en micronutriments, de MNTs et de surpoids/obésité, incite à considérer la santé et la nutrition comme des objectifs primordiaux. Cela nécessite la transformation du secteur alimentaire.

Les coûts des mauvaises habitudes alimentaires et de la progression des maladies liées à la nutrition mettent en péril nos systèmes de soins (même dans les pays les plus développés). Aujourd'hui, ils pèsent lourdement sur les économies nationales.

**Note de l'Editeur :**

La VII<sup>e</sup> conférence EGEA s'est tenue à Milan du 3 au 5 Juin 2015. Cette déclaration a été adoptée par EGEA à l'issue de la conférence, prenant en compte les excellentes contributions des scientifiques d'EGEA, de la Commission Européenne (DG Agriculture, DG SANTE, DG JRC), du Parlement Européen, de l'EPHA, de la FAO, de l'IFAVA, du WCRF, du WPHNA et de l'OMS.

### **38 millions de décès dans le monde liés aux MNTs**

En 2012, les MNTs seraient la première cause mondiale de décès, soit 38 millions (68%) des 56 millions de décès dans le monde ; plus de 40% (16 millions) sont des décès prématurés (avant l'âge de 70 ans), tandis que le fardeau des handicaps liés aux MNTs est encore plus élevé.

Un nombre grandissant de personnes sont touchées par les MNTs à cause de l'augmentation mondiale du surpoids et de l'obésité. Les dépenses dans le monde entier liées aux MNTs se chiffrent actuellement à \$2000 milliards/an. En outre, si aucun effort important n'est entrepris pour inverser la tendance actuelle, plus d'1 milliard d'adultes devraient être obèses en 2030.

### **Plusieurs milliards d'économie chaque année**

Des preuves existent que la consommation accrue de F&L réduit les risques de maladies cardiovasculaires, d'obésité et de diabète, ainsi que de certains types de cancer. Mauvaise alimentation et sédentarité seraient responsables de plus de 10% d'invalidités dans le monde. La faible consommation de F&L joue un rôle prépondérant. Cela signifie qu'une consommation de F&L correspondant aux niveaux recommandés (au moins 400g/jour) permettrait de réaliser plusieurs milliards d'économie chaque année tout en réduisant les invalidités.

### **Des attitudes paradoxales**

Dans leurs efforts pour réduire la prévalence des MNTs, les gouvernements des pays les plus développés et en voie de développement ont bien pris en compte la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) plaidant en faveur d'une consommation accrue de F&L. Cependant, les recommandations nationales concernant les F&L contredisent souvent les politiques agricoles et alimentaires de ces mêmes pays. En voici quelques exemples:

- De nombreux pays développés continuent à subventionner des produits agricoles, comme les céréales et les produits carnés/laitiers, sans soutenir la production de F&L. Cette politique entraîne un déficit global en approvisionnement et en consommation des F&L.
- Aux États-Unis, les F&L devraient constituer 50% des portions repas des consommateurs selon les recommandations alimentaires « MyPlate ». Le Ministère de l'Agriculture consacre cependant moins de 1% de ses subventions à la recherche, la production et le marketing de ces produits. Dans l'ensemble, le paysage américain est altéré par la production massive de céréales pour l'alimentation du bétail et les exportations subventionnées. Aux États-Unis, les productions de base les plus subventionnées sont les céréales, le bétail et la production laitière. Cette politique agricole actuelle pénalise les agriculteurs qui produisent des « produits spécialisés » (F&L) s'ils ont déjà bénéficié de subventions fédérales pour d'autres productions.
- En Europe, on a observé une baisse de la consommation de F&L frais au cours de la dernière décennie (1 portion de F&L par personne et par jour, environ). Dans l'UE, sur les €40 milliards alloués au secteur agricole, moins de

3 % sont attribués au secteur des F&L alors que ce dernier constitue près de 18 % de l'ensemble de la production agricole annuelle de l'UE. Aux États-Unis et en Europe, des études ont montré que l'accès et la disponibilité des fruits et légumes ne sont pas équitables entre les populations par rapport aux produits moins sains. Les questions d'accessibilité et de disponibilité peuvent être résolues via une planification proactive.

### **La nécessité d'un développement durable**

Outre les aspects médicaux, l'agenda planétaire est également dominé par les changements climatiques et la nécessité d'un développement durable. Les F&L produits localement, avec un impact minimal sur les conditions climatiques et participant au développement durable, seraient bien meilleurs pour la planète que les produits animaux. Cela renforce le besoin d'une stratégie cohérente, englobant la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la production, la vente au détail et les demandes des consommateurs. Tout cela avait déjà été accepté par les chefs d'état lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2011. Cependant, à ce jour, aucune initiative cohérente n'a encore été mise en œuvre.

### **Des réponses politiques centrées sur l'augmentation de la consommation des F&L peuvent procurer des bénéfices significatifs**

Dans les pays développés, la plupart des politiques existantes se focalisent sur les actions en milieu scolaire et une promotion générale de la santé.

Des politiques globales d'alimentation à l'école, en fixant des standards nutritionnels stricts, pourraient augmenter la consommation de F&L chez les enfants. Des données montrent qu'une disponibilité accrue de F&L à l'école (grâce aux standards alimentaires ou nutritionnels et à la distribution de fruits à l'école) ont un impact positif sur la consommation quotidienne de F&L.

En contournant les barrières à l'accès aux F&L et en encourageant les enfants à adopter certaines préférences gustatives ainsi que des comportements alimentaires sains, ces programmes ont montré leur efficacité en influençant les comportements même au-delà des portes de l'école.

Les standards nutritionnels et les programmes de F&L à l'école aident les enfants à augmenter leur consommation quotidienne de F&L. Ils prennent ainsi une alimentation équilibrée et variée, qui respecte les recommandations nutritionnelles et énergétiques et assure un bon équilibre calorique. Cependant, ces efforts peuvent être noyés par l'ampleur du marketing des produits gras, sucrés et salés.

Des réglementations et des incitations fiscales modestes ont déjà été introduites. Elles restent négligeables face aux longues décennies de subventions agricoles aux États-Unis et en Europe, qui ont contribué à déformer le secteur alimentaire actuel. Il est donc nécessaire de changer aussi bien le secteur alimentaire que l'environnement alimentaire pour influencer les choix des consommateurs.

**Pour accroître efficacement la consommation de F&L,  
il est urgent d'élaborer une politique cohérente de promotion  
d'une alimentation saine dans les domaines suivants :**

**A. Information et éducation**

---

1. Autoriser l'usage de recommandations scientifiques consensuelles pour des allégations santé des F&L frais. Faire adopter par l'UE des profils nutritionnels et une législation sur les allégations santé basées sur les recommandations de l'OMS.
2. Renforcer le rôle et les responsabilités des autorités gouvernementales dans l'information des consommateurs sur les bénéfices des produits frais et d'une alimentation riche en F&L.
3. Intégrer la nutrition dans les programmes scolaires nationaux : il est important de développer un programme montrant comment relier la production et la consommation de produits alimentaires et le développement durable.
4. Développer des recommandations nutritionnelles pour les professionnels de santé afin que les différents conseils et documents nutritionnels soient transmis au public et aux médias.

**B. Environnement alimentaire**

---

**Marketing et publicité**

1. Soutenir les actions de promotion et de marketing du secteur des F&L.
2. Impliquer les acteurs de la publicité et de l'agro-alimentaire, les médias (télévision, internet, radio, presse écrite, cinéma, etc.) ainsi que la grande distribution dans la diffusion de messages de santé publique concernant les F&L.
3. Établir des réglementations au niveau du marketing des produits alimentaires à destination des enfants afin d'éviter la prédominance de messages pour des aliments malsains.

**Des aliments sains dans les établissements publics**

1. Établir des programmes F&L à l'école et assurer un approvisionnement continu du primaire au secondaire.
2. Établir des standards nutritionnels pour les produits alimentaires disponibles dans les écoles, les universités, les institutions publiques et les établissements de santé (c'est-à-dire aux repas et dans les distributeurs).
3. Utiliser les marchés publics pour améliorer la consommation des F&L, en adaptant les recommandations et les procédures pour les établissements publics (écoles, hôpitaux et autres établissements de santé, prisons, cantines) pour

inclure plus de F&L frais dans leurs menus.

**Un environnement de vente plus sain**

1. Renforcer les responsabilités du secteur public dans le développement de politiques et d'infrastructures permettant l'accès aux F&L dans les supermarchés et autres magasins de détail, surtout dans les zones défavorisées.
2. Veiller à ce que les autorités locales assurent l'accessibilité et la disponibilité des F&L notamment à travers l'approvisionnement des marchés en produits locaux.

**Interventions et incitations fiscales**

1. Inciter financièrement les détaillants et autres points de vente à augmenter la disponibilité d'aliments plus sains, surtout les F&L frais.
2. Utiliser des leviers économiques et fiscaux pour inciter à choisir les aliments plus sains en combinant différentes mesures fiscales. Une taxe sur le sucre, les confiseries et les boissons sucrées devrait être envisagée parallèlement à des subventions pour les F&L afin d'inciter à une plus forte consommation de produits plus sains comme les F&L et atténuer les possibles effets négatifs d'une taxation directe.
3. Encourager l'accès aux F&L des consommateurs les plus défavorisés par des subventions ou des coupons F&L et des actions fiscales.

**C. Secteur alimentaire**

---

1. Assurer l'approvisionnement des détaillants en F&L.
2. Soutenir et encourager la chaîne d'approvisionnement des F&L pour qu'ils parviennent aux consommateurs avec le minimum de transformations.
3. Soutenir la production des F&L de la même manière que celles des céréales, de la viande et des produits laitiers, tout en intégrant la nature périssable des F&L et leur composition nutritionnelle (biodiversité).
4. Soutenir la recherche sur les F&L pour encourager les agriculteurs à augmenter la production d'une grande variété de F&L, surtout les plus riches en certains micronutriments, tout en respectant dans chaque pays l'agro écologie et les capacités de production. Enfin, une production accrue signifiera aussi plus d'emplois.  
En somme: une situation gagnant-gagnant pour l'agriculture, l'emploi et la santé.

## REFERENCES PRINCIPALES

- VII EGEA conference. "Healthy diet, healthy environment within a fruitful economy: the role of Fruit and Vegetables". 2015 June 3rd – 5th. Book of abstract and presentations available on [www.egeaconference.com](http://www.egeaconference.com).
- Aggarwal A., Cook AJ., Jiao J., Seguin RA., Vernez Moudon A., Hurvitz PM., and Drewnowski A. Access to Supermarkets and Fruit and Vegetable Consumption. *American Journal of Public Health*: May 2014, Vol. 104, No. 5, pp. 917-923.
- Bailey R., Froggatt A. and Wellesley L. Energy, Environment and Resources | December 2014 Climate Change's Forgotten Sector. Global public opinion on meat and dairy consumption. Chatham House. Royal Institute of International Affairs. 2014. London.
- Brownell KD, Warner KE. The perils of ignoring history: Big Tobacco played dirty and millions died. How similar is Big Food? *Milbank Q*. 2009 Mar;87(1):259-94.
- CardioVision in 2020 Olmstead country, Minnesota.
- Cornelsen L., Green R., Turner R, Dangour AD, Shankar B, Mazzocchi M, Smith RD. What happens to patterns of food consumption when food prices change? Evidence from a systematic review and meta-analysis of food price elasticities globally. *Health Econ*. 2014 Sep 18.
- EU Action Plan on Childhood Obesity 2014-2020.
- European Commission. Agriculture and Rural Development. The School Fruit Scheme Overview.
- Ezzati M, Riboli E. Can noncommunicable diseases be prevented? Lessons from studies of populations and individuals. *Science*. 2012 Sep 21;337(6101):1482-7.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (2013). The State of Food and Agriculture 2013: Food Systems for Better Nutrition. Rome.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, and Food and Nutrition Technical Assistance (2014). Introducing the Minimum Dietary Diversity—Women (MDD-W): Global Dietary Diversity Indicator for Women, July 15–16, 2014. Washington, D.C..
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, and World Health Organization (2014). Rome Declaration on Nutrition. Second International Conference on Nutrition, Rome, Italy, 19-21 November 2014.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, and World Health Organization (2014). Framework for Action. Second International Conference on Nutrition, Rome, Italy, 19-21 November 2014.
- Freshfel consumption monitor 2013.
- Global Panel on Agriculture and Food systems for Nutrition (2014). How Can Agriculture and Food System Policies Improve Nutrition? Technical Brief, November 2014. London, UK.
- Griffiths J., Christensen R., Restelli U., George E. Monitoring the EU Platform on Diet, Physical Activity and Health. Annual report 2014. European Commission and IBF International Consulting.
- Herforth A. (2015). (In press) Access to Adequate Nutritious Food: New Indicators to Track Progress and Inform Action. In *The Fight against Hunger and Malnutrition: The Role of Food, Agriculture, and Targeted Policies*, David E. Sahn, ed. Oxford University Press.
- Jewell J., Hawkes C. and Allen K. (WCRF International). Law and obesity prevention: Addressing some key questions for the public health community. 2013.
- Keats S. and Wiggins S. Reports Future diets: implications for agriculture and food prices. January 2014.
- Kelly T, Yang W, Chen CS, Reynolds K, He J. Global burden of obesity in 2005 and projections to 2030. *Int J Obes (Lond)*. 2008;32:1431-7.
- Koplan JP, Brownell KD. Response of the food and beverage industry to the obesity threat. *JAMA*. 2010 Oct 6;304(13):1487-8. doi: 10.1001/jama.2010.1436.
- Lim S, Vos T, Flaxman A., et al. A comparative risk assessment of burden of disease and injury attributable to 67 risk factors and risk factor clusters in 21 regions, 1990-2010: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2010. *Lancet*. 2012 Dec 15;380(9859):2224-60.
- Masset G., Soler LG., Vieux F., Darmon N. Identifying sustainable foods: the relationship between environmental impact, nutritional quality, and prices of foods representative of the French diet. *J Acad Nutr Diet*. 2014 Jun;114(6):862-9.
- McKinsey Global Institute. Report "How the world could better fight obesity?" November 2014.
- Moltzen E., Nestle M. Subsidies and Specialty Crops: An Analysis of the Current State of U.S. Agricultural Policy. 2009. Independent Study at New York University.
- Morgan E., Lock K., Dangour A. The Applicability of Value Chain Approaches to Address Low Fruit and Vegetable Consumption in Fiji. National Food and Nutrition Centre (Fiji), the Department of Agriculture (Fiji), and the Pacific Research Centre for the Prevention of Obesity and Non-Communicable Diseases (C-POND, Fiji). 2014.
- Mytton OT, Eyles H., Ogilvie D. Evaluating the Health Impacts of Food and Beverage Taxes. *Current Obesity Reports*. December 2014, Volume 3, Issue 4, pp 432-439.
- National Institute for Health and Clinical Excellence. 2010. Prevention of cardiovascular disease. Quick reference guide.
- Shemilt I, Marteau TM, Smith RD, Ogilvie D. Use and cumulation of evidence from modelling studies to inform policy on food taxes and subsidies: biting off more than we can chew? *BMC Public Health*. 2015 Mar 27;15:297.
- Siegel KR, Ali MK, Srinivasiah A, Nugent RA, Narayan KM. Do we produce enough fruits and vegetables to meet global health need? *PLoS One*. 2014 Aug 6;9(8):e104059.
- Stoessel F, Juraske R, Pfister S., and Hellweg S. Life cycle inventory and carbon and water footprint of fruit and vegetables: Application to a Swiss Retailer. *Environ.Sci Technology* 2012;46: 3253-3262.
- UNCTAD Trade and Environment Review 2013. Wake up before it is too late. Make Agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate.
- Union of concerned scientists - The \$11 Trillion Reward: How Simple Dietary Changes Can Save Lives and Money, and How We Get There. 2013.
- United Nations Standing Committee on Nutrition (2014). Priority Nutrition Indicators for the Post-2015 Sustainable Development Goals. Policy Brief. Geneva, Switzerland.
- USDA Center for Nutrition Policy and Promotion. [www.choosemyplate.gov](http://www.choosemyplate.gov)
- WCRF and NCD Alliance joint policy brief on the link between food, nutrition, diet and non-communicable diseases. 2014.
- WHO Technical Report Series 916. Joint WHO/FAO Expert Consultation on Diet, Nutrition and the Prevention of Chronic Diseases. 2003.
- World Cancer Research Fund / American Institute for Cancer Research. Food, Nutrition, Physical Activity, and the Prevention of Cancer: a Global Perspective. Washington DC: AICR, 2007.
- World Health Organization. Vienna Declaration on Nutrition and Noncommunicable Diseases in the Context of Health 2020. July 2013.
- World Health Organization. GLOBAL STATUS REPORT on noncommunicable diseases 2014.
- World Health Organization. GLOBAL ACTION PLAN for the prevention and control of noncommunicable diseases 2013-2020. 2013.
- World Health Organization. Fact on Healthy diet. Fact sheet N°394. Updated January 2015.
- World Health Organization. Protecting children from the harmful effects of food and drink marketing - September 2014
- World Health Organization Europe. Using price policies to promote healthier diets. WHO, Copenhagen. 2015.